

LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE DE LONDRES...

Les bases économiques de la «*Société des Nations*»

Deux chapitres du memorandum adopté par la *Conférence ouvrière et socialiste interalliée de Londres* méritent à nos yeux une mention particulière. Ce sont: 1- le chapitre des relations économiques; 2- les problèmes de la paix (chômage et ravitaillement).

La *Conférence de Londres* a su donner à ces questions, trop longtemps considérées comme secondaires, toute l'importance qu'elles revêtent pour la constitution de la *Société des Nations* et pour la stabilité de la paix dans le monde.

Il ne pouvait pas suffire à la *Conférence* d'affirmer la nécessité de la constitution de la *Société des Nations*; il lui fallait, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'aujourd'hui, en préciser les bases positives et stables.

Plus de protectionnisme...

A quoi répond, en effet, l'idée de «*Société des Nations*», si les rivalités économiques entre les peuples doivent continuer, maintenues et développées par les protectionnismes fiscaux de chaque pays?

Rien ne servirait de déclarer vouloir faire disparaître toute cause de guerre future, si, demain, les régimes d'impérialismes industriels et commerciaux pouvaient encore tendre à jeter les peuples dans la guerre économique. Fort sagement, et avec clairvoyance, la *Conférence* a compris ces dangers et, pour les écarter du monde, elle a formulé les principes de la politique économique qui, seule, demain, pourra permettre de sceller l'alliance réelle des peuples.

Ces principes sont ceux de la «*porte ouverte et de l'élimination de tout traitement différentiel des nations étrangères*», en matière commerciale et industrielle.

La *Conférence* dénonce par cela même et par avance toute idée de guerre économique, en même temps qu'elle montre comme indispensable d'unir dans le monde toutes les forces de productivité, si l'on veut parer au déficit existant entre la production et les besoins de la consommation.

Mais l'association des capacités...

Il est hors de doute, que la guerre laissera le monde diminué à la fois dans ses capacités productrices et dans ses ressources naturelles, si l'humanité veut vivre, si elle veut se développer, force sera aux peuples, non pas d'opposer leurs efforts, mais de les associer pour atteindre au maximum de rendement. L'association des capacités inventives et des forces productives s'impose dans l'intérêt supérieur de l'humanité.

C'est pour ces considérations que le régime économique défini par la *Conférence de Londres* doit avoir l'adhésion de tous ceux qui veulent sincèrement la constitution de la *Société des Nations* et qui prévoient, dès maintenant, les difficultés énormes de ravitaillement devant lesquelles se trouverait le monde si demain l'incohérence capitaliste devait présider à la reconstitution économique.

Il nous faut un régime général, largement inspiré de la vieille tradition du libéralisme anglais; celui de la *Conférence de Londres*, qui exclut tous droits particuliers d'une ou de plusieurs nations, qui, loin de juguler les facultés productives des peuples, les stimule et aide à ce que les efforts se produisent pleinement pour atteindre au résultat désiré: augmentation de la capacité de consommation de tous.

Assurant le libre développement des peuples...

Cette théorie qui fut celle formulée à toutes les époques par les classes ouvrières parce qu'elles forment la grosse masse de consommation, constitue, à l'heure présente, la meilleure garantie de libre développement pour les peuples, en même temps qu'elle est le démenti le plus catégorique infligé aux gouvernements

des *Empires centraux*, lorsqu'ils prétendent que les peuples de l'*Entente* visent à l'anéantissement économique de l'Allemagne et de l'Autriche.

En affirmant ces principes et en les complétant par une déclaration du droit de libre accès à la mer pour tout les peuples, par l'internationalisation des grandes voies de communication, la *Conférence de Londres* a rendu viable l'idée de la *Société des Nations* et indiqué sous quel régime d'entr'aide et de libre développement des peuples les guerres pouvaient être évitées dans l'avenir.

Et la répartition équitable des produits...

Tenant compte de l'état d'épuisement dans lequel va se trouver le monde, la *Conférence de Londres* considère la répartition des produits, leur transport, doivent se faire sur des bases internationales, non pas en proportion du pouvoir d'achat des pays, mais en proportion des besoins urgents. S'opposant à la «*liberté du commerce*», la *Conférence* réclame également que les gouvernements maintiennent leur contrôle sur les marchandises de première nécessité, «*pour garantir leur distribution, non pas sous un régime de concurrence dont profiteraient les classes les plus riches, en proportion de leurs ressources, mais systématiquement pour satisfaire les besoins de tout le monde*».

La situation déficitaire du marché mondial obligera à recourir à une organisation rationnelle de la production, des échanges, des transports, de la répartition, basée sur des principes collectifs excluant le vieil individualisme générateur d'injustices sociales et de misères; c'est un honneur pour la *Conférence de Londres* de l'avoir pressenti, et d'avoir indiqué les bases auxquelles les gouvernements et les peuples seront obligés de se rallier.

Enfin, la *Conférence* s'est prononcée pour que, dès maintenant, «*tous les gouvernements entreprennent une action non pas seulement pour secourir les chômeurs mais pour prévenir le chômage*». Il est, en effet, à présumer, quelque paradoxal que cela puisse paraître, que la démobilisation, que l'arrêt des usines de munitions, malgré la diminution de la main-d'œuvre disponible, créent, pendant au certain temps, du chômage.

Il ne faut pas que ce chômage puisse servir les intérêts exclusifs des patrons en leur permettant, les demandes de travail étant supérieures aux offres, de diminuer les salaires.

Salaires et droits nouveaux...

La classe ouvrière doit considérer que les salaires actuels, salaires fixes, primes, etc... doivent rester acquis, qu'il faut tendra à faire de ce pays, contrairement à ce qui existait hier, un pays à salaires élevés et à matériel mécanique bon marché; que c'est là le seul moyen de pousser, d'activer le développement des progrès techniques indispensables à l'augmentation de la production, nécessaires pour satisfaire les besoins de consommation de tous.

La *Conférence* a donc agi sagement en indiquant qu'une des actions des classes ouvrières de tous les pays devait s'exercer dans ce sens.

En résumé, par ces deux chapitres, la *Conférence* réprovoe tout à la fois l'impérialisme politique et militaire et l'impérialisme économique, en même en même temps qu'elle affirme les droits nouveaux du travail et qu'elle appelle les prolétariats à l'action pour la conquête de ces droits.

C'est en cela surtout et parce qu'il apporte une plate-forme solide d'action internationale que le «*mé-morandum*» de la *Conférence ouvrière et socialiste interalliée de Londres* mérite de rallier l'unanimité des travailleurs dans le monde.

Léon JOUHAUX,
Secrétaire de la Confédération Générale du Travail.
